

ANALYSE

Chine : dans l'antichambre du troisième plénum, entre discipline du Parti et sécurité politique

dimanche 7 juillet 2024, par [PAYETTE Alex](#) (Date de rédaction antérieure : 4 juillet 2024).

C'est chaque année le rendez-vous politique majeur pour fixer les grandes orientations économiques de la Chine. Le troisième plénum du Comité central du parti devait avoir lieu en octobre 2023. Son report a suscité toutes les spéculations, il est désormais prévu du 15 au 18 juillet. Mais il faut tempérer les attentes de certains observateurs, qui pensent encore que les choses pourraient changer dans le pays de Xi Jinping. De l'enjeu des réformes économiques au sort de la diplomatie chinoise, en passant par les relations entre l'armée et le Parti, sans oublier la question taïwanaise, voici les quatre dossiers qui vont compter pour le plénum, mais aussi dans les mois à venir.

Sommaire

- [L'ENJEU DES RÉFORMES ÉCONOMIQU](#)
- [ENTRE L'ARMÉE ET LE PARTI, \(...\)](#)
- [L'ÉPINEUSE QUESTION TAIWANAISE](#)
- [QIN GANG ET LES AFFAIRES \(...\)](#)

L'ENJEU DES RÉFORMES ÉCONOMIQUES

Le communiqué issu de la réunion du Politburo du 27 juin parle de réformes, d'allocations et de mesures d'aides destinées à certaines populations cibles. Pourtant, rien n'indique que le troisième plénum offrira quelque chose de nouveau, par exemple, un plan de relance de l'économie chinoise. Bien au contraire. Appuyons-nous sur la [réunion](#) de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) du 4 juin et la [dernière session](#) de la Commission centrale pour l'approfondissement des réformes du 11 juin : le mot d'ordre reste le même - « *quand le secteur étatique avance, le secteur privé recule* » (□□□□). Ainsi, lors de la séance du 11 juin, la commission a principalement étudié le document intitulé « Opinions sur l'amélioration du système d'entreprise moderne aux caractéristiques chinoises » [1]. Ce texte parle de l'économie de marché socialiste, de « *tirer avantage du système socialiste* » ou encore « *d'optimiser le capital et les entreprises étatiques* ». *□□□□30□.

En ce sens, malgré les récentes tournées du Premier ministre Li Qiang en Asie-Pacifique et de Xi Jinping en Europe, malgré les « promesses » destinées aux investisseurs et aux compagnies étrangères, rien n'indique que le Parti a vraiment l'intention de faire marche arrière ni de vraiment protéger et encourager le secteur privé sur le long terme. Les récentes allusions à une Chine « *ouverte au business* » ne réussissent plus à convaincre. Pour changer les esprits, Xi devrait non

seulement parler des avantages du secteur privé en Chine - pour les entrepreneurs et les potentiels investisseurs étrangers -, mais aussi mettre en place de vraies mesures visant à protéger la propriété contre l'arbitraire du Parti. Or, même quand il est question d'un redressement du « régime de protection de la propriété aux caractéristiques chinoises », plus personne n'y croit. De fait, le Parti, en écrasant son propre secteur privé pour des raisons politiques et fiscales, a montré à maintes reprises qu'il n'est pas sincère et que tout ce dont Pékin a vraiment besoin sont des injections de capitaux « frais » afin de se maintenir à flot. Cependant, le secteur privé en Chine a appris. Malgré d'éventuelles nouvelles mesures, il n'est pas certain que beaucoup veuillent tenter l'expérience « d'engraisser [se développer] pour terminer à l'abattoir » lorsque le Parti sera en manque de liquidité. Plus encore, le lancement récent des « investigations rétrospectives sur la taxation des 30 dernières années » [2] - qui cherchent à récupérer les arrérages des compagnies, parfois fermées depuis longtemps - démontre clairement que les gouvernements locaux eux aussi affamés par les coupures et la décentralisation des dépenses, ont faim de liquidité.

Ce faisant, si le gouvernement central continue de réduire la voilure - malgré le double besoin d'argent chez les gouvernements locaux et de réduction de taxes dans le secteur privé -, comment pourra-t-il à soutenir la croissance en 2024-2025 ? Seule nouveauté probable à attendre de ce troisième plénum : une révision de la division des revenus fiscaux afin de permettre aux localités d'arrêter d'émettre des obligations pour financer leurs coûts opérationnels et de combler leurs manques. Cependant, inverser la tendance de 1994 (qui redirigeait les flux fiscaux vers Pékin suite à la première décentralisation sous Deng Xiaoping) était non seulement un moyen de remplir les coffres du gouvernement central, mais aussi un moyen de reconsolider le levier financier du centre sur les provinces. Dans cette optique, et connaissant l'importance des rapports de forces entre le centre et les localités, il n'est même pas certain que Xi accepte de reverser beaucoup aux gouvernements locaux.

ENTRE L'ARMÉE ET LE PARTI, TENSIONS CROISSANTES

Second dossier majeur : la relation de plus en plus tendue entre l'Armée populaire de libération (APL), en particulier son haut commandement, et Xi Jinping. Suite à l'expulsion du Parti de l'ancien ministre de la Défense Wei Fenghe et de son successeur Li Shangfu ainsi qu'aux propos tenus lors de la conférence sur le travail politique à Yan'an, la situation risque de devenir très délicate pour l'APL dans les semaines à venir.

Xi Jinping demande aux représentants du haut commandement de se rendre, de se dénoncer. À l'évidence, c'est un avertissement clair sur une situation qui menace de s'envenimer. Certes, le président chinois semble à la fois lassé de toujours devoir s'inquiéter de la loyauté des troupes (et ainsi de sa propre sécurité), mais aussi de ne jamais avoir d'évaluation juste de l'état de l'équipement (fonctionnel, ou non), de l'entraînement des soldats et des dépôts d'armes et de munitions alors que Taïwan est omniprésent dans les esprits. Mais agiter ainsi ouvertement des menaces était sans doute mal avisé.

Li Shangfu et Wei Fenghe ne sont qu'au mieux deux pôles d'attraction pour la suite de la campagne anticorruption au sein de l'APL. Autrement dit, à l'instar des généraux Xu Caihou et Guo Boxiong en 2014, ceux qui seront traduits en justice dans le cadre des enquêtes au sein du département de l'Équipement, de la Force des missiles et de la Force de soutien stratégique - sans parler des entreprises d'État qui font partie du complexe militaro-industriel chinois - seront liés, à tort ou à raison, à Li et Wei. Cependant, et c'est ce qu'a annoncé la conférence de Yan'an, les nouvelles règles d'audit et les expulsions de Li et Wei vont plus loin encore. D'une certaine manière, de nouvelles salves de purges s'annoncent pour l'APL après le troisième plénum. Il est également possible que,

suite à la mise en examen de Li et Wei, d'autres cadres et officiers militaires disparus l'an dernier refassent surface pour connaître le même sort, comme Li Yuchao, ancien commandant de la Force des missiles, Xu Zhongbo, l'ancien commissaire politique de la Force des missiles, et Ju Qiansheng, commandant de la Force de soutien stratégique.

Enfin, l'arrestation de Li et de Wei pourrait avoir des conséquences sur la composition de la délégation de l'APL pour le prochain plénum. En ce sens, il faudra être attentif aux absents de haut rang entre le 15 et 18 juillet prochain : par exemple, le général Zhang Youxia, premier vice-président de la Commission militaire centrale. En d'autres termes, la situation entre Xi et le haut commandement de l'armée ne risque pas de s'améliorer durant et après le troisième plénum.

L'ÉPINEUSE QUESTION TAIWANAISE

Depuis le début de la purge au sein de l'APL l'an dernier avec une vague de disparitions, la relation entre les hautes instances du Parti - mais surtout Xi Jinping - et le haut commandement de l'armée est très tendue. Or, les événements de juin - nouvelles réglementations pour l'audit dans le système militaire, conférence de Yan'an et expulsions de Li et de Wei - confirment que l'état de préparation à la guerre de l'APL laisse à désirer - comme l'avait laissé entendre le général He Weidong, deuxième vice-président de la Commission militaire centrale, durant la dernière session annuelle du Parlement à Pékin.

C'est que la question de l'audit s'est trop longtemps faite attendre après les disparitions de Li Shangfu et de Li Yuchao. Depuis, une partie des stocks « défilants » a sûrement disparu lors d'exercices militaires et les autres responsables ont sûrement eu le temps de faire disparaître d'autres éléments incriminants. Cependant, l'APL devra tout de même faire cet audit et le présenter à Xi Jinping afin qu'il puisse y apporter les correctifs nécessaires. Ce processus risque de prendre du temps, de ralentir la modernisation de l'armée et de mettre un gros bémol sur la préparation à la guerre de l'APL.

En ce sens, et sans trop vouloir être optimiste, même si le Parti décide de parler de Taïwan durant le troisième plénum, l'armée est aujourd'hui dans un état de désordre important. Il faudra du temps pour trouver et remplacer le matériel non conforme, ré-entraîner les soldats avec le nouvel équipement et refaire des tests de déploiement avec le matériel conforme. Ce faisant, à moins que Xi change d'idée, l'été risque d'être assez tumultueux pour l'APL et une confrontation avec Taïwan, dans l'état actuel des choses, n'est pas vraiment envisageable.

QIN GANG ET LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le dernier point notable, celui de Qin Gang et du ministère des Affaires étrangères, s'inscrit directement dans la suite de l'expulsion de Li Shangfu et de Wei Fenghe le 27 juin. Selon plusieurs observateurs, le Parti pourrait clarifier la situation de Qin Gang lors du plénum. Après tout, si le Parti et le haut commandement de l'APL se sont entendus sur Li et Wei, pourquoi les hautes instances du PCC ne seraient-elles pas capables de s'entendre sur Qin ?

La situation de l'ancien chef de la diplomatie chinoise demeure néanmoins plus complexe. Car Wang Yi, même s'il n'est pas dans les petits papiers de Xi, est difficile à déloger et son potentiel successeur, Liu Jianchao est devenu trop important pour la diplomatie du Parti. Pourtant, suite à plusieurs remaniements au sein du ministère, Pékin est *de facto* en train de préparer le terrain pour un nouveau ministre. Or, Xi Jinping paraît ambivalent sur la mission même du ministère : certains

« loups guerriers » sont transférés ou limogés quand d'autres restent en poste. Il faudra bien trancher sur ce point avant d'aller plus loin.

Bientôt, Qin Gang fera l'objet d'un rapport final d'enquête et d'accusations similaires à celles de Wei Fenghe. Il reparaitra alors en public à cette occasion et Xi devra donc clarifier les choses afin que le ministère revienne à la normale. C'est d'ailleurs la [décision antérieure](#), qui à la fois hante encore le numéro un chinois et semble freiner le processus de sélection en même temps qu'elle rallonge la vérification de Liu Jianchao. Mais il n'est pas certain que le plénum apporte de telles clarifications sur Qin Gang.

Ainsi, mieux vaut rester neutre et éviter tout optimisme sur le troisième plénum. Il est permis de douter de l'agenda économique du Parti et de miser plutôt sur plus de discipline et plus de sécurité. Pour ce qui est de Xi Jinping, peu importe la dégradation de la situation, le président semble concentré sur la lutte anticorruption comme outil de sécurité, plutôt que sur la recherche de solutions pour stimuler l'économie de la Chine.

Alex Payette

P.-S.

- Asialyst. Publié 04 Juillet 2024. Mis à jour 04 Juillet 2024 : <https://asialyst.com/fr/2024/07/04/chine-antichambre-troisieme-plenum-discipline-parti-securite-politique/>

- Alex Payette (Phd) est co-fondateur et Pdg du Groupe Cercius, une société de conseil en intelligence stratégique et géopolitique. Ancien stagiaire post-doctoral pour le Conseil Canadien de recherches en Sciences humaines (CRSH). Il est titulaire d'un doctorat en politique comparée de l'université d'Ottawa (2015). Ses recherches se concentrent sur les stratégies de résilience du Parti-État chinois. Plus particulièrement, ses plus récents travaux portent sur l'évolution des processus institutionnels ainsi que sur la sélection et la formation des élites en Chine contemporaine. Ces derniers sont notamment parus dans le Journal Canadien de Science Politique (2013), l'International Journal of Chinese Studies (2015/2016), le Journal of Contemporary Eastern Asia (2016), East Asia : An International Quarterly (2017), Issues and Studies (2011) ainsi que Monde Chinois/Nouvelle Asie (2013/2015). Il a également publié une note de recherche faisant le point sur le « who's who » des candidats potentiels pour le Politburo en 2017 pour l'IRIS - rubrique Asia Focus #3.

- Asialyst. 2021/04/26/ : <https://asialyst.com/fr/2021/04/26/coree-du-sud-integrer-quad-chine-inquiete/>

- Asialyst est conçu par une équipe composée à 100 % de bénévoles et grâce à un réseau de contributeurs en Asie ou ailleurs, journalistes, experts, universitaires, consultants ou anciens diplomates... Notre seul but : partager la connaissance de l'Asie au plus large public.

[Faire un don](#)

Notes

[1] □□□□□□□□□□□□□□□□.

[2] □□□30□.